



**COUNCIL OF  
THE EUROPEAN UNION**

**Brussels, 14 December 2010**

---

---

**Interinstitutional Files:**

**2010/0276 (CNS)**

**2010/0277 (NLE)**

**2010/0278 (COD)**

**2010/0280(COD)**

---

---

**17545/10**

**ECOFIN 818**

**UEM 306**

**CODEC 1472**

**INST 577**

**PARLNAT 171**

**COVER NOTE**

---

from: The President of the "Chambre des Députés" of Luxembourg

date of receipt: 7 December 2010

to: President of the Council of the European Union

---

Subject: - Proposal for a Council Regulation (EU) No .../...  
amending Regulation (EC) No 1467/97 on speeding up and clarifying the  
implementation of the excessive deficit procedure  
[doc. 14496/10 ECOFIN 582 UEM 273 - COM(2010) 522 final]

- Proposal for a Council Directive on requirements for budgetary frameworks  
of the Member States  
[doc. 14497/10 ECOFIN 583 UEM 274 - COM(2010) 523 final]

- Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on  
the effective enforcement of budgetary surveillance in the euro area  
[doc. 14498/10 ECOFIN 584 UEM 275 CODEC 960 - COM(2010) 524 final]

- Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council  
amending Regulation (EC) No 1466/97 on the strengthening of the surveillance  
of budgetary positions and the surveillance and coordination of economic  
policies  
[doc. 14520/10 ECOFIN 590 UEM 278 CODEC 969 - COM(2010) 526 final]

- *Opinion<sup>1</sup> of the application of the principles of Subsidiarity and  
Proportionality*

---

Delegations will find attached the above mentioned opinion.

\_\_\_\_\_

---

<sup>1</sup> This opinion is available in English on the parliamentary EU information exchange site (IPEX) at the following address: <http://www.ipex.eu/ipex/cms/home/Documents/pid/10>



Luxembourg, le 30 novembre 2010

LM/CC/pk

Monsieur Yves Leterme  
Président du Conseil de l'Union  
européenne  
Rue de la Loi 175  
B-1048 Bruxelles

---

Concerne: **COM (2010) 522 Proposition de RÈGLEMENT (UE) n°.../... DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n°1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs**

**COM (2010) 524 Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro**

**COM (2010) 526 Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant le règlement (CE) n°1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques**

**COM (2010) 523 Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des Etats membres**

- Avis politique de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir une résolution adoptée par la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg en sa séance publique du 30 novembre 2010.

Par l'adoption de cette résolution, la Chambre des Députés a fait sien l'avis politique unanime de la Commission des Finances et du Budget chargée de prendre position par rapport aux propositions de règlement et de directive citées sous objet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

Laurent Mosar  
Président de la Chambre des Députés

## RESOLUTION

### La Chambre des Députés

- Considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;
  - Rappelant que la Commission des Finances et du Budget a été saisie des propositions de règlement du Parlement européen et du Conseil
    - modifiant le règlement (CE) no 1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (COM (2010) 522),
    - sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro (COM (2010) 524),
    - modifiant le règlement (CE) no 1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques (COM (2010) 526),
- ainsi que d'une proposition de directive du Conseil sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des Etats membres (COM (2010) 523),
- propositions émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;
- Constatant que la Commission des Finances et du Budget a adopté lors de sa réunion du 24 novembre 2010 à l'unanimité un avis politique au sujet de l'initiative précitée;

**décide de faire sien cet avis politique de la Commission des Finances et du Budget ayant la teneur suivante:**

"La Commission des Finances et du Budget, tout en marquant son accord avec l'approche globale reflétée par les propositions sous rubrique, exprime ses réserves pour les raisons suivantes:

- Les éléments correctifs envisagés risquent de rester lettre morte tant que les sanctions prévues ne sont pas déclenchées de façon automatique selon une procédure précise fixée d'avance;
- L'implication des parlements nationaux dans le processus décisionnel en matière d'établissement de l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) devrait se faire à un stade précoce de la procédure afin que l'exercice des prérogatives constitutionnelles en matière budgétaire soit assuré.

Pour les raisons reprises ci-dessus, la Commission des Finances et du Budget est d'avis qu'il faudrait clarifier les propositions dont question, y apporter les ajustements qui s'imposent et veiller à un équilibre aussi judicieux qu'efficace entre les différents intervenants dans la procédure budgétaire conformément à leurs prérogatives respectives."

Résolution adoptée par la Chambre des Députés  
en sa séance publique du 30 novembre 2010

Le Secrétaire général,

  
Claude Fricseisen

Le Président,

  
Laurent Mosar